



## PRÉFET DE L'AVEYRON

### PREFECTURE

Direction  
de la Coordination  
des Actions et des Moyens  
de l'Etat

ARRÊTÉ n° *2017-06-27-002* du **27 JUIN 2017**  
portant mise en demeure de respecter des prescriptions réglementaires  
SARL Carrière GALIBERT et Fils - commune d'ESPALION

---

### LE PRÉFET DE L'AVEYRON

*Chevalier de l'ordre national du mérite*

*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 514-5, L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 et notamment son article 46 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°12-2016-09-19-003 du 19 septembre 2016 autorisant la SARL GALIBERT ET FILS à exploiter une installation de traitement des matériaux, une station de transit de produits minéraux au lieu-dit 'Alayrac' sur les parcelles cadastrées n°635, 636, 640, 1336, 1469, 1470 et 1471 de la section A et au lieu-dit 'Combe Fouillouse' sur les parcelles cadastrées section A n°1467 et 1468 et autorisant cette même société à renouveler et étendre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de calcaire aux lieux-dits 'La Gailhouste', 'Le Bois' et 'Combe Fouillouse' sur les parcelles cadastrées n°372 à 387, 396 à 408, 1274, 477 à 479 et 511 à 514 de la section A du territoire de la commune d'ESPALION ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée le 06 juin 2017 et le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 19 juin 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection de la DREAL du 06 juin 2017, l'exploitant a déclaré ne pas envisager la réalisation du corridor prévu à l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 dans le délai d'un an ;
- Considérant** que la réalisation de ce corridor est une mesure d'évitement des impacts paysagers et écologiques de l'activité extractive ;
- Considérant** que toute modification doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection de la DREAL du 06 juin 2017, l'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé le repérage de la présence d'éventuels Faucons Crécerelle prévu à l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection de la DREAL du 06 juin 2017, l'exploitant a déclaré ne pas avoir constitué l'habitat humide temporaire et pionnier prévu à l'article 14.3 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection de la DREAL du 06 juin 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté les traces d'un brûlage à l'air libre d'une palette de bois et d'une bombe aérosol ;

**Considérant** que l'article 46 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 interdit tout brûlage à l'air libre.

**Considérant** que face aux manquements précités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture par intérim ;

## **ARRETE**

**Article 1** – La SARL GALIBERT ET FILS est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour la carrière de calcaire qu'elle exploite aux lieux-dits 'Alayrac', 'Combe Fouillouse', 'La Gailhousse' et 'Le Bois' sur le territoire de la commune d'Espalion :

- d'adresser au préfet dans un délai de 4 mois, une demande de modification de l'article 13.1 de l'arrêté du 19 septembre 2016 relatif à la constitution d'un corridor paysager et écologique ;
- de procéder, chaque année du début du mois d'avril à la fin du mois de juin, au repérage de la présence d'éventuels Faucons Crécerelle nicheurs au niveau des zones à exploiter, conformément à l'article 14.1 de l'arrêté du 19 septembre 2016 ;
- de constituer, chaque année au mois de janvier-février et durant toute la durée de l'autorisation, un habitat humide temporaire et pionnier d'une superficie minimale de 100m<sup>2</sup> dans chacune des fosses d'extraction, de le matérialiser et signaler sur le terrain, conformément à l'article 14.3 de l'arrêté du 19 septembre 2016 ;
- de cesser sur le site toute activité de brûlage à l'air libre, conformément à l'article 46 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

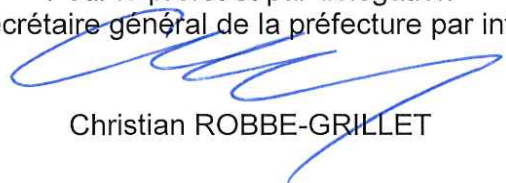
**Article 2** - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de TOULOUSE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux [articles L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture par intérim, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à la SARL GALIBERT ET FILS, et adressé au maire d'ESPALION.

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture par intérim

  
Christian ROBBE-GRILLET